

COMITE D'ACCOMPAGNEMENT POLLEC 2020

08/06/2022 - Province de Luxembourg

ORDRE DU JOUR

9h15: Introduction

9h30 : Fiches Actions/bonnes pratiques

9h50: Présentation de 4 fiches innovantes

10h30: Pause

11h : Conserver - Cesser- Créer

11h40: Sondage Wooclap

12h: Fin

PRESENTS

SPW CELLULE CONVENTION DES MAIRES

Cécile Batungwanayo

Zélie Mulders

COORDINATEURS POLLEC SUPRACOMMUNAUX

Daniel Conrotte (Province de Luxembourg)

Francine Pouleau (Province de Luxembourg)

Pascale Gontier (Province de Luxembourg)

Véronique Manteau (GAL Pays de l'Ourthe)

Marie Lietaert (Parc naturel de Gaume)

Thomas Laurent (Parc naturel de Gaume)

COORDINATEURS POLLEC COMMUNAUX

Catherine Lefèvre (Musson)

Estelle Signorato (Etalle)

Jean Lemaire (Aubange)

Daymi Hernandez (Habay)

Valentin Lejeune (Virton)
Miguel Richard (Rouvroy)
Killian Rousseau (Tintigny- Florenville)
Jérôme Johnen (Chiny- Bouillon- Herbeumont)
Thibault Delcorde((Tenneville - Ste-Ode - Bertogne)
Julien Schockmel (Léglise - Fauvillers - Martelange)
Caroline Janssens (Wellin)
Marie-Christine Vanderperre (Bertrix)
Patrick Baijot (Paliseul)
Véronique Blaise (St-Hubert - La Roche-en-Ardenne)
Christine Leboutte (La-Roche-en-Ardenne)
Astrid Simon (Vaux/Sûre)
Manon Verbeke (Libramont - Neufchâteau)
Steve Thiry (Gouvy)
Fabrice Sabus (Arlon)
Raphaël Gathy (Libin)
Aude Colson (Vielsalm)
Noémie Henry (Durbuy - Hotton)
Jennifer Hugo (Erezée)
Amélie Clarinval (Rendeux)

EXCUSES

COORDINATEURS SUPRACOMMUNAUX

Aurélie Hick (GAL pays de l'Ourthe)

Yves-Marie Peter (Pays de Famenne)

COORDINATEURS POLLEC COMMUNAUX

Fatma Kara (Saint-Léger)

Les élus étaient invités mais leur présence n'était pas requise. Aucun n'est venu, certains se sont excusés car la date tombait dans leur temps de travail.

INTRODUCTION

Remerciement pour l'accueil de la commune de Libramont. Le SPW et la province expriment leur plaisir de cette rencontre avec les nombreux coordinateurs POLLEC communaux présents. L'objectif de cette rencontre est d'avoir un échange constructif et bienveillant concernant l'appel à projet POLLEC 2020 RH. Les coordinateurs POLLEC engagés sous POLLEC 2021 étaient également les bienvenus.

Via quelques questions, nous constatons que des coordinateurs POLLEC de tous les coins de la province sont présents (la Gaume, le pays de l'Ourthe et le reste de la province) mais qu'il n'y a pas un seul représentant politique présent.

FICHES ACTIONS/BONNES PRATIQUES

Le premier exercice consistait à remplir une fiche action/bonne pratique par commune. Les Coordinateurs POLLEC ont eu l'occasion de la remplir en avance ou sur place. Pendant que deux coordinateurs supra répondaient aux questions, les deux autres analysaient les fiches terminées dans le but d'en retenir quatre à présenter. Vous trouverez l'ensemble des fiches compilées dans le document annexé.

Les quatre fiches retenues pour leur aspect innovant sont :

GOUVY - ESCAPE GAME ENERGIE (FICHE 14)

Organisé dans le château de Gouvy en association avec la Maison de jeunes. Organisé par le comité de pilotage PAEDC, ce dernier a lui-même fait plusieurs escape games pour trouver des idées et façons de faire.

Le jeu était accessible en semaine pour les écoles et le week-end pour le public. Ils ont développé 2-3 formules différentes.

On démarre avec un quota de watts qu'il ne faut pas épuiser. Nom différent à la fin en fonction de la réussite ou de l'échec (Ecogouvyons ou Gouvywattivores)

Le Conseil communal des enfants le testera en premier. Environ 1 an de préparation et 1500 euros de budget.

VIELSALM - MISE EN VALEUR DU GESTE DU TRIMESTRE (FICHE 9)

Article au Bulletin Communal avec un geste à faire et de conseils à son sujet tous les trimestres.

La coordinatrice POLLEC a été aidée par l'écopasseur et la conseillère en énergie du CPAS. Coût très léger.

RENDEUX - APPEL AUX CITOYENS EXEMPLAIRES AVEC DES TOUTES-BOITES (FICHE 15)

Toutes-boîtes envoyé pour voir si les citoyens étaient d'accord de participer à une enquête sur leurs habitudes liées à l'énergie

Les citoyens qui participent reçoivent des demandes de plus en plus précises en individuel en fonction de leur situation. Ça permet d'illustrer les articles du Bulletin Communal.

Travail avec le service Energie et le service Communication. La commune pioche dans la liste quand elle a besoin d'aborder une des thématiques qu'elle illustre avec un exemple concret réalisé par un citoyen. Cette action prend plus de temps que d'argent, environ 250 euros. La coordinatrice réalise un gros dossier Energie de 6-7 pages dans chaque Bulletin Communal.

HERBEUMONT - RENCONTRES AVEC AGRICULTEURS (FICHE 13)

Le comité de pilotage quasi exclusivement citoyen a rencontré les agriculteurs et associations du territoire dans une démarche d'écoute des besoins. La première action qui en ressort est une carte interactive des petits producteurs locaux, officiels ou pas. La seconde est un projet de toilettes sèches mobiles communales pour les événements des associations. Les agriculteurs émettent un intérêt pour le comité de pilotage mais suivent de loin car ils manquent de temps.

ARLON - PANEL CITOYEN TIRE AU SORT (FICHE 23)

Mise en place d'un panel citoyen pour l'élaboration du PAEDC via un tirage au sort avec quotas (3 catégories d'âges, H-F, urbain-campagne). Un courrier avec questionnaire a été envoyé. 200 personnes ont répondu et 20 personnes ont été retenues. Quatre réunions avec différents thèmes sont prévues (je me déplace ; j'habite ; je consomme). Projet en partenariat avec l'ULG qui était surtout chargé de la méthodologie. Ça a pris environ 1 an et 25 000 euros (dont 6 000 pour l'ULG).

La communication autour de ce panel est assez importante avec notamment un reportage TV Lux. Le rapport exécuté suite à cela par l'ULG aidera à orienter le comité de pilotage.

TEMPS DE DISCUSSION OUVERTE

L'implication des politiques est cruciale pour atteindre l'objectif fixé. Mais comment les impliquer ? Peut-être via la vulgarisation des rapports du GIEC ? Peut-être via des visuels percutants au format poster ? Le SPW évoque la présence obligatoire des élus à des événements Pollec pour l'appel 2022. Il faudrait une sensibilisation constante car le pouvoir politique change. Peu d'agents sont soutenus par le Politique dans leurs missions POLLEC.

Le rôle du directeur général est également abordé. Il est le supérieur de tout le personnel communal et il doit faire le lien entre le collège et le personnel. C'est donc à lui de donner sa place au coordinateur POLLEC. Il est donc important de le sensibiliser également.

Via un sondage très bref, nous voyons que les coordinateurs POLLEC sont soit uniquement POLLEC sur plusieurs communes, soit sur une seule commune avec plusieurs missions en plus de POLLEC. Ces missions peuvent être très variées.

La question du temps de travail des futurs agents Pollec a encore été soulevée sans trouver de réponse claire. La plupart estiment qu'ils ne peuvent jamais faire leur travail à fond, qu'ils doivent se contenter de survoler. Travailler sur plusieurs communes, c'est perdre le contact du territoire. D'autres apprécient être sur plusieurs territoires car ça leur donne une meilleure vision du travail en commune et ça permet de faire la même chose sur plusieurs communes simultanément.

EXERCICE CCC

Chaque coordinateur communal a reçu 3 post-its :

- 1 pour écrire ce qu'il souhaite voir créer dans POLLEC
- 1 pour ce qu'il souhaite voir conserver dans POLLEC
- 1 pour ce qu'il souhaite voir cesser dans POLLEC

Voici les résultats. Lorsqu'il y a un petit chiffre à la fin, cela signifie que l'idée est revenue x fois.

CREER - CHANGER

- Création d'un forum / plateforme de partage pour les coordinateurs et le spw - plus de supports de com - centrale de données utiles (6) ;
- Embauche pour renforcer l'équipe SPW - réponses trop lentes aux questions (4) ;
- Sensibiliser les élus et DG - atelier pollec obligatoire pour les DG (et politiques) (4) ;
- Plus d'ETP subsidié pour les petites communes (en spécifiant le rôle pollec aux DG et politiques) plus de légitimité du coordinateur pollec, au moins un coordinateur par commune (4) ;
- Activer un droit de tirage pour les investissements (3) ;
- Valorisation des diplômes (obligatoire) des coordinateurs pollec en B1 ou B6 (2) ;
- Meilleure communication entre les acteurs - mutualisation des communications (kit com à créer) (2) ;
- Changer la manière de concevoir la réussite d'une action ;
- Rendre les modèles de rapports disponibles plus tôt ;
- Augmenter l'aide pour les projets d'investissement de grande ampleur (stratégie immobilière) ;
- Moins de détails dans les rapports ;
- Préférer une enveloppe de subventions plutôt que des appels à projets trop spécifiques ;
- Faire plus de sensibilisation au niveau provincial (supra) que communal -> soirée conférence avec des spécialistes ;
- Calendrier - échéancier pollec sur le site du SPW ;
- Allonger les temps de contrat des coordinateurs ;
- Création d'un outil unique pour la gestion patrimoniale, l'énergie, l'eau, la biodiversité, ... ;
- Subsidiation suivant les besoins des communes - plan transversal ;
- Allonger les délais entre appels à projet ;
- Mieux différencier les appels à projet entre eux - éviter les confusions ;
- Faire des Appels à Projet moins ciblés ;

- Sensibilisation du grand public via les médias.

CESSER

- Les délais trop courts pour répondre aux appels à projets (6) ;
- Les rapportages trop longs, lourds, trop chronophages (4) ;
- Les appels à projet trop cadencés (conditions de mise en œuvre - éligibilité) (2) ;
- Répondre aux appels à projets sans avoir une réflexion à moyen/long terme concernant le territoire ;
- Les montants minimaux pour les appels à projet ;
- Les appels à projets pour passer au droit de tirage ;
- Le remplissage et le renvoi des timesheets ;
- Donner des subsides avant la réalisation des projets ou du moins leur validation ;
- La pression due au risque de perdre le subside en cas de non-participation à une réunion ou de non remplissage d'un rapport ;
- Mettre trop de conditions pour obtenir les subsides. Une suffit, ex. : atteindre un pourcentage de diminution de CO2 ;
- L'emploi précaire qui engrange un turnover des coordinateurs Pollec ;
- La multiplication des plateformes et faire payer les communes pour leurs outils de gestion du territoire ;
- Offrir la possibilité au public de consommer à outrance (déchets, énergie, ...) ;
- Les éclairages pseudo-intelligents, juste une opportunité de mettre de l'éclairage partout ;
- Les émissions de CO2 ;
- Le paiement des mandats politiques ;
- Le greenwashing ;
- L'éolien off-shore ;
- Les objectifs de croissance ;
- Le PV et l'éolien ;
- L'hydrogène ;
- **Les projets « à la con » ;**
- **Le baratin inutile.**

CONSERVER

- L'encadrement par les coordinateurs supra-communaux (8)
- Les échanges et réunions de coordination (en présentiel) entre les communes, avec les supra-communaux et avec la RW (6)
- Les ateliers Pollec organisés par Energie Commune (2)
- La diversité des thèmes d'investissements : notamment l'action réseau de chaleur lors d'appel Pollec ou le subventionnement sur la thématique énergie-climat ;
- Le préfinancement des audits logements dans les appels à Pollec ;
- Les séances de FAQ lors des appels à projet ;
- La valorisation des diplômes ;
- La possibilité de travailler à temps partiel ;
- Les subsides (personnels et investissements) ;
- Le nucléaire.

WOOCLAP ET CONCLUSION

La cellule Convention des Maires du SPW est noyée par la masse de travail et de mails à traiter. L'ensemble des coordinateurs POLLEC présents estiment que cette cellule devrait engager pour pouvoir réaliser le travail correctement.

Il n'y aura pas de retour individuel sur les rapports intermédiaire. Le SPW va échantillonner et lire certains rapports mais les communes n'auront pas une information automatique sur la complétude de leur dossier.

A Vielsalm, le CPAS a augmenté ses aides suite à la hausse du prix de l'Énergie.

Cities energy saving sprint est un sprint d'économies d'énergie de mai à septembre pour réduire la dépendance au gaz russe et mettre en œuvre des mesures d'urgence face au prix de l'énergie.

Ce que les communes demandent en priorité de la part des coordinateurs supra-communaux :

- Mise en réseau entre les communes ;
- Aide à l'utilisation des outils.

Le volet Adaptation est souvent mise de côté : les GAL et les communes devraient faire l'exercice de voir avec les collègues des différents services ce qu'ils peuvent apporter et travailler en association.

INFORMATIONS DU SPW

Les coordinateurs supra-communaux continueront leur rôle de première ligne pour les questions des communes.

L'appel Pollec 2022 se concentrera sur le RH pour une continuité avec l'appel POLLEC 2020 volet RH. Le but est de ne pas perdre les agents déjà en place. Les appels à projets investissement étant très nombreux en ce moment, il n'est pas nécessaire d'en faire un cette année. Le lancement de cet appel est prévu fin 2022 et les candidatures des communes sont attendues pour début 2023. Le subside couvrira deux ans. Globalement il prévoira une augmentation du temps de travail même si les modalités ne sont pas encore arrêtées.